

# Élections congolaises, un recomptage envisageable ?

**RDCongo** Les organisations régionales appellent à cette solution et à la mise sur pied d'un gouvernement d'union.

Le président zambien, Chagwa Lungu, qui préside actuellement l'organe chargé de la politique, de la défense et de la sécurité de la SADC (communauté des États de l'Afrique australe) n'a pas chômé ces derniers jours. C'est que toute la sous-région est suspendue aux évolutions du processus électoral en République démocratique du Congo. Et ce processus est loin de faire l'unanimité. Il fait craindre la résurgence d'une période d'instabilité et de violence dans ce pays de plus de 80 millions d'âmes.

Dans la nuit de mercredi à jeudi dernier, sur le coup de 3 heures du matin, la Ceni a annoncé les résultats provisoires de l'élection présidentielle. Des résultats qui ont donné la victoire à l'opposant Félix Tshisekedi, d'une tête devant l'autre opposant, Martin Fayulu. Le dauphin de Joseph Kabila devant se contenter d'une troisième place, loin des deux autres. Un résultat immédiatement rejeté par Martin Fayulu qui annonce, ses chiffres de compilation à la main, avoir décroché plus de 60 % des suffrages. L'Église catholique, à travers la commission épiscopale nationale congolaise (Cenco), a répété son incompréhension face à ces chiffres officiels. Pour la Cenco, ce résultat ne correspond pas aux chiffres qu'elle a obtenus en compilant les procès-verbaux des bureaux de vote.

Le malaise est évident. Aucun pays africain, jusqu'ici, n'a d'ailleurs félicité publiquement les gagnants, quoi que disent leurs QG. Tous les voisins ont félicité les Congolais pour leur détermination à faire entendre leur voix mais personne n'a félicité le lauréat. Tous se sont contentés de prendre acte.

Dans la nuit du 9 au 10 janvier, avant l'annonce de la présidentielle et avec onze jours d'avance sur le calendrier électoral qu'il a lui-même élaboré, Corneille Nangaa, le patron de la Ceni, a fait donner les noms des élus provinciaux. Autre malaise. Comment expliquer que la Ceni, qui peine à compiler les résultats de la présidentielle, ait été en mesure, parallèlement, d'assurer le décompte de toutes les circonscriptions au niveau régional? D'autant que dans de nombreux

centres de dépouillement ces travaux avaient à peine débuté. Deux solutions. Soit la Ceni a "inventé" ces chiffres, soit elle les a obtenus par voie électronique et donc de manière illégale.

La même question se répète ce week-end à l'annonce des résultats des législatives toutes aussi positives pour le pouvoir en place. D'où proviennent ces chiffres? Autre malaise. Et tous ces chiffres, tous les noms qui les accompagnent, suscitent à leur tour un nouveau... malaise. Comment expliquer ce raz-de-marée du pouvoir en place dans ces législatives (nationales ou provinciales) alors que le dauphin de Kabila a été rejeté? Le malaise fait place à l'incrédulité.

## Un recomptage difficile à imaginer

Vendredi 11 janvier, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est penché sur la question, il a entendu la position des évêques de la Cenco et celle de la Ceni. Les hommes d'Église ont redit leur étonnement face aux chiffres publiés par la Ceni. Ils ont évoqué le recomptage des voix. La Ceni, par la voix de son président, n'a guère laissé de place pour ce scénario. Pour lui, soit les résultats sont acceptés et Tshisekedi est le nouveau président encadré par un Parlement et des gouverneurs issus des rangs de la Kabilie, soit on annule le tout et on retourne aux urnes.

Ce dimanche, au lendemain du dépôt du recours de Martin Fayulu devant la Cour constitutionnelle contre les résultats annoncés par la Ceni, la SADC a posé sa pierre dans ce jardin en prônant un recomptage des voix qui doit permettre, selon cette institution, d'apaiser tous les camps et donner une véritable assise et une crédibilité aux nouvelles institutions. La piste d'un recomptage peut-elle être envisagée? Les chances sont maigres. Nangaa l'a clairement fait savoir à l'Onu.

## Scrutin annulé ?

Reste la piste de l'annulation du scrutin et d'un retour aux urnes. Une piste qui prend de l'épaisseur quand on se souvient des écarts

entre les deux premiers de la présidentielle (700 000 voix) et le refus de la Ceni d'organiser les scrutins à Beni, Butembo et Yumbi et de priver plus de 1,2 million de Congolais, essentiellement acquis à Fayulu, de leur droit de vote. Une piste qui prolongerait le séjour de Kabila à la tête du pays mais qui, si elle permet d'apaiser les tensions, pourrait trouver grâce aux yeux de bien des acteurs internes et externes. À condition de sacrifier sur l'autel de la realpolitik les acteurs phares de ce qui s'apparente aujourd'hui à une mascarade, au premier rang desquels Corneille Nangaa, et d'accepter la main tendue de certaines instances internationales pour la mise sur pied d'un retour aux urnes bien cadré.

**Hubert Leclercq**

*“Un recomptage  
fournirait  
les garanties  
nécessaires à tous.”*

**Chagwa Lungu**

Président zambien chargé  
de la politique, de la défense  
et de la sécurité de la SADC.